



# Assemblée générale

Distr. générale  
25 août 2008  
Français  
Original : anglais

## Soixante-troisième session

Point 131 de l'ordre du jour provisoire\*

### Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne

## Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2008

Additif

### Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Bilan général de la mise en œuvre des recommandations . . . . .	4
III. Recommandations n'ayant pas encore été pleinement appliquées. . . . .	5
A. Répartition des recommandations par ancienneté. . . . .	5
B. Recommandations à problème . . . . .	9
C. Recommandations classées sans suite . . . . .	10
IV. Incidences financières des recommandations du Bureau des services de contrôle interne . . . . .	13
V. Liste des rapports . . . . .	17
A. Rapports établis à l'intention de l'Assemblée générale . . . . .	17
B. Rapports établis à l'intention des directeurs de programme . . . . .	18
C. Rapports de clôture . . . . .	29

\* A/63/150 et Corr.1.



**Liste des abréviations**

BANUGBIS	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
CCPPNU	Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MANUI	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINUNEP	Mission des Nations Unies au Népal
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
ONUB	Opération des Nations Unies au Burundi
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
TPIR	Tribunal pénal international pour le Rwanda
TPIY	Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNOWA	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies

## **I. Introduction**

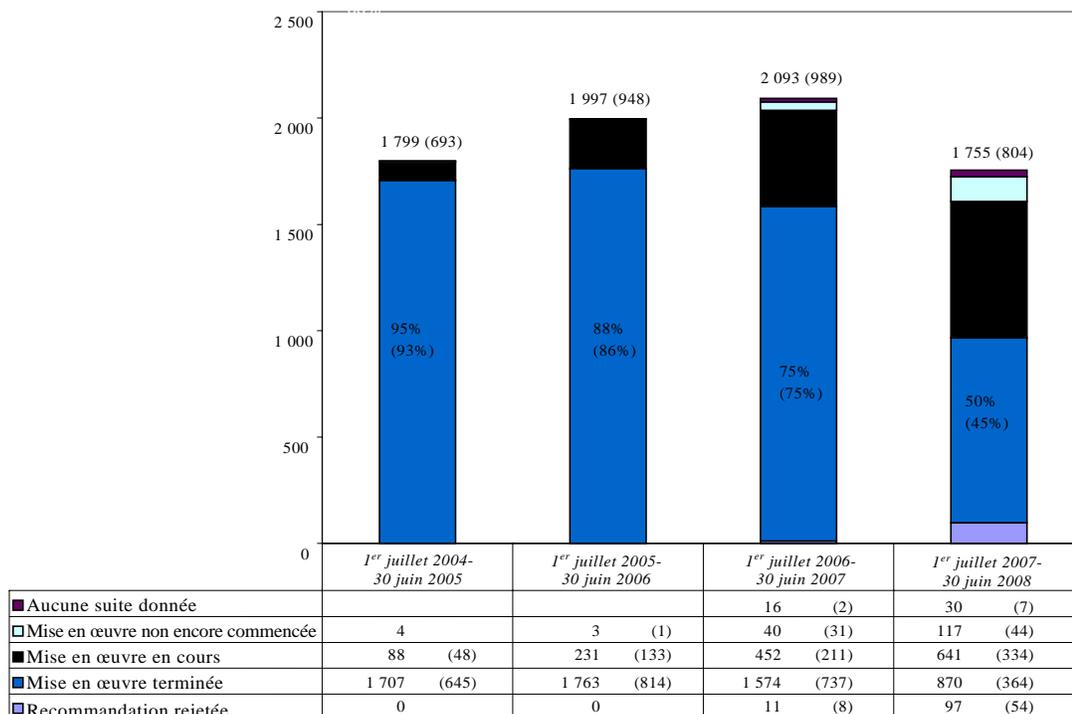
1. Le présent additif donne des renseignements sur l'état de la mise en œuvre des recommandations du Bureau des services de contrôle interne (BSCI). Certes, un certain nombre d'entités du système des Nations Unies contrôlées par le Bureau appliquent ses recommandations régulièrement et sans tarder, mais le présent additif a pour objet de signaler les recommandations qui sont le plus problématiques parce que l'Administration n'y a pas donné suite aussi rapidement qu'il aurait fallu, ou bien leur mise en œuvre a pris du retard.

2. Le rapport couvre quatre grands domaines, dans les sections II à V. La première de ces sections présente un bilan général de la mise en œuvre des recommandations. La section III donne une vue plus détaillée, à l'aide d'un tableau d'ancienneté récapitulatif par entité, accompagné d'observations sur les recommandations qui posent problème. La section IV donne la liste des recommandations du BSCI, avec les incidences financières des mesures prévues d'économie de dépenses, de récupération des trop-payés, de gains d'efficacité et d'améliorations diverses. La section V donne la liste des rapports d'inspection publiés par le Bureau entre le 1<sup>er</sup> juillet 2007 et le 30 juin 2008.

## **II. Bilan général de la mise en œuvre des recommandations**

3. Au cours de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2008, le Bureau a formulé 1 755 recommandations à l'intention d'entités du système des Nations Unies, dont 804 (46 %) étaient jugées d'importance critique. Au 30 juin 2008, les directeurs de programme avaient appliqué 870 recommandations (50 % du total), dont 364 (45 %) des recommandations d'importance critique. La figure I ci-après donne la répartition par période des recommandations faites entre le 1<sup>er</sup> juillet 2004 et le 30 juin 2008, ainsi que le pourcentage de recommandations appliquées, par période également.

Figure I  
**Répartition des recommandations faites entre le 1<sup>er</sup> juillet 2004  
 et le 30 juin 2008 suivant l'état d'avancement de leur mise en œuvre,  
 et taux d'application<sup>a</sup>**



<sup>a</sup> Les chiffres concernant les recommandations d'importance critique sont donnés entre parenthèse.

### III. Recommandations n'ayant pas encore été pleinement appliquées

#### A. Répartition des recommandations par ancienneté

4. Le tableau 1 donne la répartition par entité de toutes les recommandations qui n'avaient pas encore été pleinement appliquées au 30 juin 2008, ainsi que le nombre d'années depuis lequel chaque recommandation est en souffrance, avec entre parenthèses le nombre de recommandations jugées d'importance critique. Pour recueillir les données de ce tableau, on a donné quatre semaines à chaque entité pour donner des précisions sur le progrès réalisé au 30 juin 2008 dans la mise en œuvre des recommandations. Plus de 90 % des entités ont fait le point pour le BSCI aux fins de l'établissement du présent rapport

Tableau 1  
Ancienneté au 30 juin 2008 des recommandations en souffrance<sup>a</sup>

Entité	Toutes recommandations en souffrance				1 <sup>er</sup> juillet 2007- 30 juin 2006	1 <sup>er</sup> juillet 2006- 30 juin 2007	1 <sup>er</sup> juillet 2005- 30 juin 2006	1 <sup>er</sup> juillet 1999- 30 juin 2005	Réponse reçue par le BSCI sur la situation au 30 juin 2008
	En cours d'application	Application non encore commencée	Recommen- dation rejetée	Pas de réponse	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	> 3 ans	
Appui de l'ONU à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Non
BANUGBIS	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	Non
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	62 (26)	7 (2)	0 (0)	0 (0)	48 (19)	13 (6)	4 (3)	4 (0)	Oui
Bureau des affaires de désarmement	1 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Oui
Bureau des affaires juridiques	10 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	9 (0)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	Partielle
Bureau des affaires spatiales	10 (7)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	3 (0)	7 (7)	0 (0)	0 (0)	Oui
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	1 (0)	0 (0)	0 (0)	9 (0)	3 (0)	7 (0)	0 (0)	0 (0)	Partielle
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique	2 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Oui
Bureau du Pacte mondial	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	Oui
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général en Afrique de l'Ouest	4 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	3 (3)	Non
Cabinet du Secrétaire général	22 (2)	0 (0)	4 (4)	0 (0)	1 (0)	24 (6)	1 (0)	0 (0)	Oui
CEA	76 (21)	1 (0)	0 (0)	2 (0)	5 (0)	13 (4)	33 (7)	28 (10)	Partielle
CEE	2 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	1 (1)	0 (0)	Partielle
CESAO	14 (11)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	3 (0)	0 (0)	11 (11)	0 (0)	Oui
CESAP	7 (7)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	7 (7)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Oui
CFPI	0 (0)	0 (0)	0 (0)	3 (0)	3 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Non
CFPI	94 (49)	26 (10)	6 (4)	0 (0)	95 (45)	9 (5)	18 (10)	4 (3)	Oui
Conseil des chefs de secrétariat	1 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	0 (0)	Non
CNUCED	4 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (0)	0 (0)	2 (2)	0 (0)	Oui
Département de l'appui aux missions	32 (21)	23 (5)	1 (1)	0 (0)	56 (27)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Oui
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	4 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Oui
Département de l'information	10 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5 (0)	0 (0)	5 (0)	0 (0)	Oui

Entité	Toutes recommandations en souffrance				1 <sup>er</sup> juillet 2007- 30 juin 2006	1 <sup>er</sup> juillet 2006- 30 juin 2007	1 <sup>er</sup> juillet 2005- 30 juin 2006	1 <sup>er</sup> juillet 1999- 30 juin 2005	Réponse reçue par le BSCI sur la situation au 30 juin 2008
	En cours d'application	Application non encore commencée	Recommen- dation rejetée	Pas de réponse	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	> 3 ans	
Département de la gestion	208 (133)	11 (5)	13 (3)	21 (2)	131 (65)	66 (33)	40 (32)	16 (13)	Oui
Département de la sûreté et de la sécurité	10 (4)	4 (4)	0 (0)	0 (0)	10 (4)	0 (0)	1 (1)	3 (3)	Oui
Département des affaires économiques et sociales	13 (6)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	10 (3)	2 (2)	1 (1)	0 (0)	Oui
Département des affaires politiques	94 (11)	4 (4)	1 (0)	0 (0)	12 (6)	72 (5)	15 (4)	0 (0)	Oui
Département des opérations de maintien de la paix	56 (44)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	8 (7)	12 (10)	28 (21)	9 (6)	Oui
FINUL	5 (4)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (3)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	Oui
FNUOD	1 (1)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	2 (2)	0 (0)	0 (0)	Oui
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	4 (3)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	5 (4)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Oui
Groupe des Nations Unies pour le développement	1 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	Partielle
Haut-Commissariat aux droits de l'homme	27 (8)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	9 (4)	17 (4)	0 (0)	1 (0)	Oui
HCR	180 (117)	45 (18)	5 (4)	0 (0)	133 (63)	80 (62)	11 (9)	6 (5)	Oui
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social	4 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (3)	Partielle
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	1 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	Oui
Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	2 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (1)	Oui
MANUA	32 (21)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	4 (2)	25 (17)	3 (2)	1 (1)	Partielle
MANUI	17 (9)	14 (7)	1 (0)	0 (0)	13 (3)	19 (13)	0 (0)	0 (0)	Non
MINUEE	5 (6)	1 (1)	2 (2)	0 (0)	0 (0)	8 (8)	1 (1)	0 (0)	Oui
MINUK	21 (7)	1 (0)	69 (39)	3 (0)	76 (43)	1 (1)	7 (0)	10 (2)	Oui
MINUL	22 (12)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	3 (3)	14 (6)	5 (3)	0 (0)	Oui
MINUNEP	3 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	3 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Oui
MINURSO	1 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Partielle
MINUS	60 (39)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	45 (27)	14 (11)	1 (1)	0 (0)	Oui
MINUSTAH	15 (14)	2 (0)	0 (0)	0 (0)	11 (10)	5 (4)	1 (0)	0 (0)	Partielle

Entité	Toutes recommandations en souffrance				1 <sup>er</sup> juillet 2007- 30 juin 2006	1 <sup>er</sup> juillet 2006- 30 juin 2007	1 <sup>er</sup> juillet 2005- 30 juin 2006	1 <sup>er</sup> juillet 1999- 30 juin 2005	Réponse reçue par le BSCI sur la situation au 30 juin 2008
	En cours d'application	Application non encore commencée	Recommen- dation rejetée	Pas de réponse	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	> 3 ans	
MINUT	10 (10)	0 (0)	1 (1)	7 (7)	18 (18)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Oui
MONUC	49 (31)	21 (18)	0 (0)	0 (0)	29 (29)	33 (18)	4 (2)	4 (0)	Oui
MONUG	5 (4)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (3)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	Oui
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	38 (8)	0 (0)	1 (0)	0 (0)	10 (5)	27 (2)	2 (1)	0 (0)	Oui
ONUB	2 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (1)	0 (0)	0 (0)	Non
ONUCI	14 (9)	1 (1)	2 (2)	0 (0)	17 (12)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Oui
ONUG	14 (5)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	7 (0)	1 (0)	2 (1)	4 (4)	Partielle
ONU-Habitat	18 (6)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	16 (4)	0 (0)	1 (1)	1 (1)	Oui
ONUN	36 (13)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	23 (8)	3 (1)	9 (4)	1 (0)	Partielle
ONUST	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	Oui
PNUE	62 (42)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	12 (6)	15 (12)	18 (11)	17 (13)	Oui
TPIR	20 (5)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	8 (2)	6 (0)	4 (3)	2 (0)	Oui
TPIY	11 (4)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	8 (4)	3 (0)	0 (0)	0 (0)	Oui
UNRWA	2 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	Oui
UNU	13 (8)	2 (1)	0 (0)	1 (0)	1 (0)	12 (8)	3 (1)	0 (0)	Partielle

<sup>a</sup> Figurent dans ce tableau les recommandations qui avaient été communiquées aux entités au 31 mai 2008 et leur situation au 30 juin 2008. Le nombre de recommandations d'importance critique est donné entre parenthèses.

## B. Recommandations à problème

5. On trouvera dans la présente section les observations du BSCI sur certaines recommandations dont l'application le préoccupe particulièrement. Ce sont des cas où l'Administration a soit rejeté la recommandation, soit manqué d'agir rapidement et adéquatement pour donner suite à une recommandation en souffrance.

6. Lors d'un audit du Service médical des Nations Unies (Commission économique pour l'Afrique) (AA 2005/710/05), le BSCI a noté que, bien que ce service soit mandaté pour dispenser des soins préventifs et curatifs au personnel des Nations Unies et aux personnes à sa charge, il n'y avait aucun moyen de savoir de quel genre de soins médicaux il s'agissait, ni jusqu'à quel niveau de traitement le Service pouvait aller, compte tenu des autres possibilités de recevoir des soins médicaux s'offrant aux fonctionnaires sur place ou dans le secteur. Par exemple, on ne savait pas si le Service devait surtout offrir des services curatifs de haute qualité introuvables localement, ou s'axer sur les soins de prévention. Le Service pensait que sa présence et la diversité des services qu'il proposait représentaient une certaine commodité et permettait de bénéficier de certains services de qualité qui n'étaient pas facilement disponibles sur place ou dans le secteur, mais ce n'était pas ce qui ressortait d'autres analyses du rôle du Service par rapport aux autres possibilités de se faire soigner localement. En conséquence, la CEA était incapable de justifier le niveau de ses dépenses. Le BSCI a recommandé qu'elle réalise, en consultation avec la Division des services médicaux du Siège, une étude de base des services médicaux que l'ONU devrait offrir à son personnel en Éthiopie, et qu'elle crée un système permettant de délimiter les prestations offertes, qualitativement et quantitativement. Le Directeur de la Division des services médicaux de New York s'est rendu sur place en octobre 2007 pour examiner et analyser la situation. En novembre 2007, la CEA a informé le BSCI que la Division l'avait informée qu'elle travaillait à la formulation d'une politique générale concernant le niveau des soins médicaux qu'il convenait d'offrir aux fonctionnaires de l'ONU. Mais la question n'a pas été réglée en ce qui concerne le personnel d'Addis-Abeba, et le BSCI continue de s'inquiéter des conséquences financières de l'absence de toute directive permettant de savoir quels services offrir et de déterminer si le niveau de soins médicaux dont bénéficient les fonctionnaires et les personnes à charge est approprié.

7. Lors d'un audit du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage (AE 2006/331/01), au Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le BSCI a noté que le Fonds ne tenait pas compte de l'aide déjà fournie par d'autres organisations internationales en matière de lutte contre certaines formes contemporaines d'esclavage. Par exemple, il donne de l'argent à des victimes de l'esclavage dans des secteurs géographiques qui reçoivent aussi des fonds d'autres institutions spécialisées des Nations Unies; dans le cas du travail des enfants, le Programme international de l'Organisation internationale du Travail pour l'abolition du travail des enfants affecte des millions de dollars tous les ans aux programmes portant sur le problème du travail des enfants. Vu le risque de chevauchements susceptibles d'entraîner du gaspillage de ressources consacrées à la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, le BSCI a recommandé que le Haut-Commissariat donne la priorité à certaines de ces formes, en particulier celles dont ne s'occupent pas déjà d'autres organisations internationales. Il faudrait aussi qu'il cherche à savoir à l'avance si d'autres organisations sont actives dans ses domaines prioritaires. Le Haut-Commissariat a

répondu qu'un membre de son Conseil de gestion établissait un document directif sur la question, que ledit conseil examinerait à sa session d'août 2008. Si le Conseil accepte de modifier la politique, des dispositions particulières seront insérées dans les nouvelles directives.

8. Dans sa résolution 59/287, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de s'assurer qu'en cas de faute professionnelle ou délictueuse avérée, une instance disciplinaire et, le cas échéant, une action en justice soient introduites dans les meilleurs délais conformément aux procédures et aux textes en vigueur. À cet égard, le BSCI constate avec préoccupation que le Cabinet du Secrétaire général et le Bureau des affaires juridiques ont tardé à saisir les autorités nationales compétentes à des fins de poursuites judiciaires (voir par exemple PTF-R006/07, PTF-R007/07 et PTF-R008/07). Ces retards nuisent à la capacité de l'Organisation d'obtenir un dédommagement ou une condamnation.

9. Lorsqu'il détermine que l'Organisation a subi une perte ou un dommage, le Bureau fait des recommandations à l'Organisation en vue du recouvrement des montants considérés. Les deux exemples ci-après montrent que l'Organisation n'a pas pris de mesures énergiques en ce sens. Dans le cadre de l'enquête PTF-R011/07 menée par l'Équipe spéciale d'investigation concernant les achats, le BSCI a recommandé que l'Organisation s'attache par tous les moyens possibles à obtenir restitution de la part des fonctionnaires incriminés devant les tribunaux civils ou pénaux compétents. Le Bureau des affaires juridiques a déclaré que la décision d'engager des poursuites judiciaires était une question de fond qui relevait du Cabinet du Secrétaire général, en concertation avec le Département de la gestion et lui-même. Au 1<sup>er</sup> août 2008, l'Organisation n'avait formé aucun recours pour obtenir réparation.

10. Dans le cadre de l'enquête PTF-R010/06 menée par l'Équipe spéciale d'investigation concernant les achats, le Bureau a recommandé que l'on intente une action en justice contre la société mise en cause, dans la mesure où les faits décrits dans le rapport engageaient la responsabilité civile ou pénale de la société, des responsables de la société ou de la société mère. Les entreprises évincées ont engagé des poursuites contre la société dont les services avaient été retenus et ont obtenu de la part des tribunaux civils des dommages d'un montant de 40 millions de livres sterling (plus de 74 millions de dollars). L'Organisation ne s'est pas constituée partie au procès et n'a pas demandé de dédommagement alors même qu'elle est la principale victime. Le Bureau des affaires juridiques a porté la question de la responsabilité pénale éventuelle de la société incriminée devant les autorités compétentes. S'agissant de la responsabilité civile, il a fait savoir qu'il avait entrepris une analyse des questions juridiques qui pourrait aider l'Administration à prendre une décision au vu de toute l'information voulue. Le BSCI constate avec préoccupation que les consultations se poursuivent depuis plus d'un an et demi et qu'aucune mesure n'a encore été prise.

### **C. Recommandations classées sans suite**

11. Pendant la période considérée, le BSCI s'est doté d'une nouvelle politique qui l'autorise à classer sans suite les recommandations faites depuis deux ans au moins que l'administration persiste à ne pas appliquer ou met en œuvre de façon insuffisante ou dont la mise en œuvre s'accompagne de progrès insuffisants. Cette

pratique est conforme aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne, lesquelles prévoient que lorsque la direction choisit de ne pas remédier à un problème dont elle a connaissance en raison des coûts que cela entraînerait ou pour d'autres motifs, il convient de porter expressément à son attention les conséquences de sa décision. Lorsqu'il décide de classer une recommandation sans suite, le BSCI adresse un mémorandum au département ou au bureau compétent par lequel il lui fait savoir que c'est désormais à la direction d'assumer les risques et conséquences qu'entraîne le défaut de mise en œuvre. Pendant la période considérée, le Bureau a classé sans suite les recommandations ci-après.

12. En 2001, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a procédé à une évaluation des mesures de préparation en prévision d'un séisme et a constaté que le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de nombreux bâtiments dans lesquels logeaient des membres du personnel du HCR n'étaient pas conformes à ses recommandations. Lors de son audit des opérations du HCR au Népal (AR2006/141/01), le BSCI a recommandé au bureau du HCR de veiller à prendre les mesures voulues pour réduire les risques auxquels serait exposé le personnel en cas de séisme dans la vallée de Katmandou. Le Bureau a voulu savoir où en était la mise en œuvre de sa recommandation et a obtenu la réponse suivante du représentant du HCR au Népal, lequel a indiqué le 18 juin 2008 que la recherche de nouveaux bureaux avait révélé qu'il y avait très peu de bâtiments à Katmandou conçus pour résister à un séisme et qu'il n'y en avait aucun à Damak. De plus, les quelques bâtiments parasismiques étaient situés le long d'une voie très passante, ce qui était contraire aux normes minimales de sécurité opérationnelle. Se posait aussi le problème des coûts puisque louer des bureaux dans ces bâtiments reviendrait 400 % plus cher que les locaux actuels. Le BSCI remercie le HCR des efforts qu'il a faits pour trouver des locaux adaptés et plus sûrs et prend note des contraintes rencontrées. Toutefois, il rappelle le risque élevé lié à l'occupation des locaux actuels, qui ne sont pas conçus pour résister à un séisme, et engage le HCR à trouver une solution de nature à garantir la sécurité de son personnel. Le HCR assumera la responsabilité des risques encourus.

13. Dans le rapport d'audit (AA2004/220/01) qu'il a publié en décembre 2004 sur le Groupe de l'évaluation des situations d'après conflit, lequel relève du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Bureau a noté que le Groupe ne pouvait pas prouver qu'il s'était procuré les biens et services dont il avait besoin de la façon la plus efficiente et économique possible, ainsi que le prévoit le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU. Le Bureau a recommandé que le PNUE procède à une comparaison des coûts d'achat des services auprès du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) par rapport aux prix pratiqués par l'Office des Nations Unies à Genève et l'Office des Nations Unies à Nairobi depuis 1999. S'étant renseigné sur la mise en œuvre de sa recommandation, il a appris que l'Office des Nations Unies à Nairobi avait établi un rapport; le BSCI constate cependant que l'on ne trouve pas dans le rapport une comparaison qui aurait permis de déterminer si les achats réalisés auprès de l'UNOPS s'étaient soldés par un surcoût pour le Groupe. Le PNUE assume la responsabilité d'une éventuelle utilisation inefficace des ressources.

14. Dans son rapport d'audit sur l'examen du Cabinet du Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) (AA2003/260/01), le BSCI a recommandé que le TPIR

demande au PNUD de l'aider à évaluer les conséquences de sa fermeture prochaine sur la vie économique d'Arusha et de Kigali et, le cas échéant, de faire des propositions à l'Assemblée générale. S'étant renseigné sur la mise en œuvre de sa recommandation, il a appris que la direction du Tribunal s'était adressée au PNUD et aux autorités du pays hôte en vue de procéder à une évaluation des conséquences socioéconomiques de la fermeture du Tribunal sur l'économie locale mais n'avait pas reçu de réponse de la part du Gouvernement hôte. Le TPIR n'a pas entièrement donné suite à la recommandation du BSCI et n'a donc pas atténué les risques socioéconomiques que sa fermeture pourrait entraîner pour la population locale.

15. Dans son audit du programme d'assistance judiciaire du TPIR (AA2005/260/05), le BSCI a noté qu'au moins l'un des conseils inscrits sur la liste avait représenté des accusés devant le TPIY et le TPIR. Le TPIR a adopté informellement une politique tendant à ne pas confier d'affaires à des conseils qui travailleraient déjà au TPIY, sauf si c'est dans l'intérêt de la justice, mais n'a pas prévu de mécanisme structuré permettant de veiller au respect de ce principe. En réponse à la recommandation par laquelle le Bureau lui demandait de se doter d'un mécanisme structuré, la direction du TPIR a déclaré que la question relevait du Greffier, lequel se fondait sur la décision de la Chambre d'appel. Le Bureau se félicite qu'il y ait un mécanisme informel permettant de déterminer si un conseil représente des accusés devant les deux tribunaux, mais estime que les procédures devraient être institutionnalisées afin de savoir s'il y a des conseils qui souhaitent représenter les accusés devant les deux tribunaux. Le TPIR assume la responsabilité des conflits d'intérêts qui pourraient survenir si un conseil représente des accusés devant le TPIY et devant le TPIR.

16. Dans son rapport sur l'audit de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) (A/60/281), le BSCI a constaté que le contrôle des opérations courantes de l'Institut était insuffisant. Par exemple, bien que les voyages du Directeur soient soumis à l'approbation du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, ils ne sont jamais refusés parce que le Secrétaire général adjoint estime avoir à jouer un rôle consultatif et non un rôle de supervision du fait que l'INSTRAW a un statut autonome. Il n'est pas prévu dans le statut de l'Institut que le Directeur soit supervisé dans l'exercice de ses fonctions administratives. Les décisions administratives du Directeur ne sont donc pas supervisées comme elles le devraient par un haut responsable du Secrétariat. Le BSCI a donc recommandé au Secrétaire général de proposer au Conseil économique et social de confier au Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales ou au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes le soin d'exercer des fonctions de supervision administrative vis-à-vis de l'INSTRAW. Le Secrétaire général a répondu qu'avec l'adoption du nouveau statut de l'Institut, c'était au Directeur qu'incombait la responsabilité générale d'organiser, de diriger et de gérer l'Institut, conformément aux directives générales arrêtées par le Conseil d'administration. Le Cabinet du Secrétaire général a également indiqué que la mise en œuvre de la recommandation du Bureau exigerait une nouvelle modification du statut et qu'il serait bon de voir si le nouveau statut approuvé par le Conseil économique et social dans sa résolution 2003/57 donnait satisfaction avant de songer à le modifier. En application des procédures de la Division de l'audit interne, le Cabinet du Secrétaire général assume les risques liés à la non-mise en œuvre de la recommandation du Bureau.

#### IV. Incidences financières des recommandations du Bureau des services de contrôle interne

17. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif des recommandations du BSCI ayant des incidences financières : économies de dépenses, recouvrement de sommes indûment versées, gains d'efficience et autres améliorations. Les deux dernières colonnes répartissent les montants en deux catégories :

a) Montant estimatif : correspond aux estimations des incidences financières établies par le BSCI qui découlent des économies de dépenses, du recouvrement des sommes indûment versées, des gains d'efficience et d'autres améliorations;

b) Montant effectivement économisé ou recouvré : correspond au montant effectivement recouvré ou économisé ou à la valeur monétaire attribuée aux gains d'efficience obtenus par suite de la mise en œuvre de la recommandation.

18. On notera que la colonne Montant estimatif n'a trait qu'aux recommandations formulées pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, tandis que la colonne Montant effectif se rapporte aussi à des recommandations faites pendant d'autres périodes puisque ce type de montant ne peut être comptabilisé qu'une fois les recommandations véritablement mises en œuvre.

19. Pendant la période considérée, le BSCI a estimé à 12,1 millions de dollars le montant des dépenses qui pourraient être économisées, des sommes qui pourraient être recouvrées et des économies liées aux gains d'efficience et à d'autres améliorations. Les incidences financières de recommandations analogues qui ont été mises en œuvre de façon satisfaisante pendant la période équivalent à 4,2 millions de dollars.

Tableau 2  
**Incidences financières pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2008**

(En dollars des États-Unis)

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Description des économies et recouvrements recensés par le BSCI</i>	<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant effectif</i>
Département de l'appui aux missions	0940/06	Recouvrement de montants liés à des mesures administratives concernant un fonctionnaire	4 920	
	0940/06	Recouvrement d'une somme auprès d'un fonctionnaire à la suite du recrutement de deux travailleurs occasionnels qui occupaient des emplois fictifs et utilisaient des engins du génie en toute illégalité	5 920	
	0614/06	Recouvrement de sommes indûment versées	30 039	

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Description des économies et recouvrements recensés par le BSCI</i>	<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant effectif</i>
Département des opérations de maintien de la paix	0492/06	Recouvrement d'une somme auprès d'un fonctionnaire à la suite du recrutement de deux travailleurs occasionnels qui occupaient des emplois fictifs et utilisaient des engins du génie en toute illégalité	143 629	
CEA	AA2000/710/02	Remboursement d'impôts		37 506
	AA2004/710/01	Résiliation de contrats d'externalisation		457 273
Cabinet du Secrétaire général	0081/07	Recouvrement des montants versés pour couvrir les faux frais au départ et à l'arrivée et les dépenses liées à l'utilisation d'un véhicule de fonction et d'un chauffeur à des fins personnelles	2 090	
MONUC	AP2006/620/08	Recouvrement du montant des dépenses liées à l'achat de carburant et de lubrifiant pour le fonctionnement de groupes électrogènes	84 907	
	AP2006/620/17	Renforcement des mécanismes de recouvrement du coût de la fourniture de services collectifs de distribution au personnel	31 623	31 623
	0537/03	Recouvrement du montant des dépenses liées à des demandes de remboursement ou d'indemnisation infondées	63 663	4 092
Bureau des affaires juridiques	PTF-R014/08	Recouvrement de sommes acquises frauduleusement par des tiers	120 000	
MANUI	AP2006/812/02	Recouvrement de traitements		5 590
	AP2006/812/04	Remboursement par les forces multinationales du coût de l'eau en bouteille et du coût des vivres	578 000	
PNUD	PTF-R012/07	Recouvrement de sommes acquises frauduleusement par des tiers	13 000	
HCR	AR2006/110/02	Recouvrement du montant de dépenses non prises en charge engagées par un partenaire d'exécution		12 403
	AR2006/111/02	Recouvrement du coût de médicaments qui n'ont pas été livrés		15 000

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Description des économies et recouvrements recensés par le BSCI</i>	<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant effectif</i>
		Recouvrement d'une somme versée en fin de contrat qui n'était pas prévue dans l'accord régissant le sous-projet		18 000
	AR2006/112/01	Remboursement des soldes non dépensés		59 000
		Recouvrement du montant d'une indemnité de subsistance (missions) indûment versée		6 400
	AR2006/121/04	Déménagement dans de nouveaux bureaux		34 000
	AR2007/110/01	Correction du montant des dépenses de consultant comptabilisé deux fois		9 000
	AR2007/110/02	Recouvrement de montants non utilisés dans le cadre de projets engagés en 2005	24 000	
		Remboursement de sommes indûment versées et réductions budgétaires	20 000	
	AR2007/111/01	Recouvrement d'une indemnité de subsistance en opération spéciale indûment versée	4 000	
		Recouvrement d'une indemnité journalière de subsistance indûment versée	1 000	
		Remboursement de sommes indûment versées en raison de l'application de taux de change erronés	44 000	
		Recouvrement éventuel du montant de dépenses non prises en charge engagées par un partenaire d'exécution	484 000	76 318
		Remboursement de fonds ayant servi au financement de projets n'ayant aucun lien avec le HCR	2 000	
	AR2007/113/03	Remboursement des salaires versés à des personnes ne travaillant pas directement sur des projets du HCR	4 800	4 800
		Recouvrement de frais de voyage non autorisés	3 300	
		Sommes inscrites depuis longtemps en comptes débiteurs	44 000	
		Recouvrement d'une indemnité journalière de subsistance indûment versée	1 600	

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Description des économies et recouvrements recensés par le BSCI</i>	<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant effectif</i>
		Recouvrement éventuel du montant d'une indemnité journalière de subsistance indûment versée	9 500	
		Exonération d'impôt éventuelle ou remboursement éventuel	80 000	
		Changement dans la comptabilisation du solde des fonds	34 000	
	AR2007/115/02	Recouvrement du montant d'une indemnité journalière de subsistance indûment versée	5 618	
	AR2007/151/02	Versement supplémentaire de la part du gouvernement hôte concernant les réfugiés	400 000	
		Diminution de l'aide fournie aux réfugiés du fait de la réduction des risques	120 000	
		Réduction des taxes sur l'emploi par suite du changement du régime fiscal des partenaires d'exécution	100 000	
	AR2007/151/02	Meilleur suivi et meilleur usage des cautions à verser aux fins de l'hébergement des bénéficiaires du HCR (location de logements)	41 000	41 000
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies – Service de la gestion des investissements	AS2006/801/01	Obtention du remboursement des créances fiscales en souffrance et des sommes à recevoir s'y rapportant	8 900 000	
MINUL	AP2007/626/02	Recouvrement du montant des dépenses engagées pour acheter du carburant aviation dans le cadre de vols effectués à titre privé par des sous-traitants	195 764	
MINUS	AP2005/632/04	Économies découlant de l'utilisation de services de fret aérien aux fins du transport des rations alimentaires		92 941
		Rejet d'articles périmés et non-paiement de ces articles		246 165
	AP2006/632/01	Synchronisation de l'arrivée de la police des Nations Unies et du calendrier régissant les activités de prédéploiement et réduction des temps morts		1 009 190
	AP2006/632/06	Recouvrement des charges liées à l'utilisation de téléphones portables à des fins personnelles	62 225	51 667

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Description des économies et recouvrements recensés par le BSCI</i>	<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant effectif</i>
	AP2006/632/08	Nouvel appel d'offres concernant les services d'entretien		450 697
		Résiliation du bail de location d'un entrepôt devenu inutile		57 000
	AP2006/632/10	Recouvrement de sommes indûment versées à un sous-traitant et arrêt des paiements pour les dépôts de carburant non opérationnels		382 690
Office des Nations Unies à Genève	AE2003/311/05	Recouvrement du montant des loyers dû par le Service d'achats pour les fonctionnaires à Genève		1 126 436
MONUG	AP2007/600/04	Arrêt de la pratique consistant à transporter des membres du personnel en avion à des fins privées	458 000	
<b>Total</b>			<b>12 116 598</b>	<b>4 228 791</b>

## V. Liste des rapports

20. Pendant la période de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2008, le BSCI a remis 305 rapports de contrôle aux directeurs de programme, 7 rapports à l'Assemblée générale et 28 rapports de clôture. Le Bureau a résumé dans le tableau 3 ci-après le sujet de chaque rapport.

21. Comme prévu à l'alinéa c) du paragraphe 1 de la résolution 59/272, les États Membres peuvent demander que les rapports du BSCI soient mis à leur disposition (on trouvera les titres de tous les rapports du Bureau à l'adresse suivante : [http://www.un.org/Depts/oios/pages/rep\\_and\\_pub.html](http://www.un.org/Depts/oios/pages/rep_and_pub.html)).

Tableau 3

### Rapports publiés pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2008

#### A. Rapports établis à l'intention de l'Assemblée générale

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
A/62/272	5 octobre 2007	Rapport sur les activités de l'Équipe spéciale d'investigation concernant les achats pour la période de 18 mois terminée le 30 juin 2007
A/62/281 (Part I)	17 août 2007	Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne pour la période allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007
A/62/281 (Part I)/Add.1	24 août 2007	
A/62/176	2 août 2007	Rapport sur l'audit des activités du Centre de Thessalonique pour le professionnalisme dans la fonction publique

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
A/62/281 (Part II)	25 février 2008	Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne pour la période allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007
E/AC.51/2008/4	27 mars 2008	Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du Programme et de la coordination à sa quarante-cinquième session concernant l'évaluation des liens entre les activités du Siège et des bureaux extérieurs : examen des pratiques optimales en matière d'élimination de la pauvreté dans le cadre de la Déclaration du Millénaire
E/AC.51/2008/3	27 mars 2008	Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du Programme et de la coordination à sa quarante-cinquième session concernant l'évaluation approfondie du Programme des Nations Unies pour les établissements humains
E/AC.51/2008/2	14 avril 2008	Évaluation approfondie des affaires politiques : missions politiques spéciales sur le terrain dirigées par le Département des affaires politiques mais financées par le Département de l'appui aux missions

## B. Rapports établis à l'intention des directeurs de programme

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
Ensemble des entités	INS-COM-07-002	Application des consignes en ce qui concerne les documents sur l'exécution des programmes : état d'avancement de l'établissement des rapports sur 18 mois tel que porté dans le Système intégré de suivi
	IED-2006-006	Étude des capacités d'évaluation et des besoins dans l'Organisation
	IED-08-003	Évaluation des enseignements tirés de l'expérience : protocoles et pratiques
	INS-COM-08-001	Application des consignes en ce qui concerne les documents sur l'exécution des programmes : état d'avancement de l'établissement des rapports à la fin de l'exercice biennal 2006-2007 tel que porté dans le Système intégré de suivi
Département des affaires économiques et sociales	0305/05	Enquête sur un fonctionnaire soupçonné d'exercer une profession en dehors de l'ONU
	0377/07	Enquête sur une allégation concernant l'exercice d'une profession en dehors de l'ONU et l'utilisation inappropriée des ressources de l'Organisation
	AN2007/540/02	Audit du recours à des consultants et à des vacataires

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
	PTF-R001/08	Rapport sur certains membres du personnel et la gestion financière du Centre de Thessalonique pour le professionnalisme dans la fonction publique
	AN2007/540/01	Évaluation des risques
Département de l'appui aux missions	0131/07	Enquête sur une escroquerie portant sur l'indemnité pour charges de famille et sur l'utilisation d'une fausse identité
	0294/06	Enquête sur des allégations de viol
	AP2007/600/03	Audit de la composition de la reconstitution et de la rotation des stocks stratégiques pour déploiement rapide
	0525/07	Enquête sur une allégation concernant une agression sur la personne d'un fonctionnaire
	0380/07	Enquête sur une faute éventuelle et un conflit d'intérêts
	AT2007/610/01	Audit du système satellite à microstations terriennes à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi
	0092/07	Enquête sur une allégation d'exploitation sexuelle
	0472/06	Enquête sur une allégation d'exploitation sexuelle
	0333/07	Enquête sur une tentative d'utilisation des services postaux et de la valise diplomatique aux fins du transport de minéraux
	0333/07	Rapport consultatif sur le Groupe de la valise diplomatique et les responsabilités restreintes des travailleurs occasionnels
	0389/07	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels
	0614/06	Enquête sur une escroquerie concernant des prestations
	0709/05	Enquête sur des allégations de fraude à l'encontre de trois fonctionnaires
	0069/07	Rapport consultatif concernant la vérification des services fournis par des sous-traitants
	0113/08	Enquête sur une allégation d'agression sexuelle
	0303/06	Enquête sur une allégation de fausse déclaration par un fonctionnaire
	0803/06	Enquête sur une agression et l'utilisation inappropriée d'une arme à feu
	0185/06	Enquête sur la mise hors service de deux terminaux de communication Inmarsat
	AT2007/600/01	Audit des systèmes informatiques sous-tendant les activités relatives au matériel appartenant aux contingents

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	AH2007/550/01	Évaluation des risques
Département de la gestion	AC2007/514/07	Exactitude et validité des décaissements
	AC2008/514/01	Évaluation des risques liés au plan-cadre d'équipement
	IED-2006-005	Rapport révisé sur l'inspection consacrée à l'utilisation de taux de satisfaction des clients et de paramètres concernant le Web en tant qu'unités de mesure de l'exécution des programmes
	AH2007/510/02	Audit des pratiques de direction
	AH2007/510/01	Audit de la gestion de la délégation de pouvoirs
	INS-08-002	Inspection de la budgétisation axée sur les résultats dans les opérations de maintien de la paix
	0677/06	Enquête sur une allégation concernant une utilisation inappropriée de la valise diplomatique
	0677/06 (BIS)	Enquête sur une allégation concernant une utilisation inappropriée de la valise diplomatique
	AH2006/511/07	Enquête sur le système d'ordonnancement des paiements
	AH2006/513/10	Audit de la gestion des laissez-passer des Nations Unies
	AH2006/513/12	Audit de la gestion des stocks
	AH2006/513/04	Audit de la réception et de l'inspection du matériel et des accessoires informatiques au Siège
	AH2007/512/01	Audit de la gestion des risques de recrutement
	AH2007/512/04	Audit de la gestion des ressources humaines au Service des achats
	AH2006/511/01	Audit de la gestion de trésorerie
	AH2007/511/01	Audit des politiques et procédures relatives au budget ordinaire
	PTF-R014/08	Rapport sur un fournisseur de l'Organisation, deux anciens fonctionnaires des Nations Unies et l'examen demandé par l'Assemblée générale au sujet du régime des traitements et indemnités
	PRF-R013/07	Rapport sur un fournisseur de l'Organisation
	PTF-R003/08	Rapport sur l'achat d'un aéronef pour la MONUC et sur deux fonctionnaires des Nations Unies
	PTF-R010/07	Rapport sur des entreprises et certains fonctionnaires des Nations Unies

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
	PTF-R011/07	Rapport d'étape sur les achats de la MONUC et sur cinq responsables des achats
Département des affaires politiques	AP2007/560/02 et 03	Audit du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et de l'appui de l'ONU à la Commission mixte Cameroun-Nigéria
	AP2007/560/01	Évaluation des risques
	AP2007/560/04	Audit approfondi de la Mission des Nations Unies au Népal
Département de l'information	AN2007/580/02	Nouveau tirage du rapport sur l'audit du Centre d'information des Nations Unies à Tokyo
	AN2007/580/01	Évaluation des risques
Département des opérations de maintien de la paix	AP2006/600/05	Audit des prestations auxquelles le personnel militaire a droit et des indemnisations à la suite d'un décès ou d'une invalidité
	AP2006/600/07	Audit approfondi de la Base de soutien logistique des Nations Unies
	AP2006/600/02	Audit des contrats-cadres
	AN2007/600/01	Audit de la gestion financière du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à la lutte antimines
	AT2007/600/02	Audit des systèmes informatiques : système de comptabilité des missions
Département de la sûreté et de la sécurité	0058/08	Enquête sur l'absence de contrôles à l'armurerie de l'Office des Nations Unies à Nairobi et sur des fautes professionnelles commises par des fonctionnaires
	AH2007/500/02	Audit du Département de la sûreté et de la sécurité
	PTF-R004/08	Rapport sur un fonctionnaire des Nations Unies et sur des questions connexes
	AH2007/500/01	Évaluation des risques
Commission économique pour l'Afrique	0493/06	Enquête sur une allégation de voies de fait et d'insultes par un fonctionnaire
	AA2007/710/02	Audit de suivi des projets financés par la Commission des communautés européennes
Commission économique pour l'Europe	AE2007/720/01	Évaluation des risques
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	AA2007/730/01	Évaluation des risques

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	INS-07-003	Rapport sur l'inspection des pratiques de gestion axée sur les résultats
	AA2007/240/01	Évaluation des risques
Bureau de la déontologie	0462/07	Enquête sur une allégation de représailles
	0467/07	Enquête sur une allégation de représailles
TPIR	AA2007/260/01	Audit de la gestion des biens
	0001/07	Enquête sur un fonctionnaire soupçonné d'exercer une profession en dehors du Tribunal
	0119/07	Rapport consultatif sur les procédures de sélection des candidats dans le cadre du programme de recherches juridiques
	AA2007/260/02	Audit du fonds de trésorerie pour les opérations spéciales
	AA2008/260/01	Évaluation des risques
TPIY	AA2007/270/01	Audit du fonds de trésorerie pour les opérations spéciales
	AA2007/270/02	Audit de la gestion des biens
	AA2007/270/03	Évaluation des risques
Centre du commerce international	AE2007/350/01	Évaluation des risques
MINURSO	0903/06	Examen d'un rapport d'enquête préliminaire sur des allégations de fautes professionnelles commises par deux fonctionnaires
	0720/06	Enquête sur une allégation d'irrégularité dans la résiliation d'un contrat de travail
	0280/07	Rapport sur une enquête préventive
	0905/06	Examen du rapport d'une commission d'enquête concernant des allégations à l'encontre d'un observateur militaire des Nations Unies
MINUSTAH	AP2006/683/02	Audit des travaux techniques et des travaux de construction
	AP2006/683/05	Audit des transports
	AP2007/683/08	Audit de la gestion et de la liquidation du matériel
	0940/06	Enquête sur des allégations de faute professionnelle d'irrégularités de gestion et de corruption
	0483/07	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels
	0285/06	Enquête sur des allégations de harcèlement sexuel, d'exploitation sexuelle et d'abus d'autorité
	AP2007/683/12	Évaluation des risques

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
MONUC	0509/06	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels
	AP2007/683/03	Audit de la police des Nations Unies
	0939/06	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels
	AP2007/683/10	Audit du comité local des marchés
	AP2007/683/09	Audit des pièces justificatives sous-tendant le budget axé sur les résultats
	AP2007/683/11	Audit de l'utilisation de la délégation de pouvoirs
	0151/06	Enquête sur des allégations concernant l'exploitation de ressources naturelles et le trafic d'armes
	0683/05	Enquête sur une allégation de tentative de viol
	0182/07	Enquête sur une allégation de viol
	AP2006/620/02	Audit de la gestion des ressources humaines
	AP2006/620/04	Audit des remboursements de frais de voyage
	0796/05	Enquête sur des allégations d'exploitation sexuelle
	0698/06	Enquête sur des allégations d'exploitation sexuelle
	0027/07	Enquête sur des allégations d'agression et d'exploitation sexuelle
	0941/06	Enquête sur des allégations d'exploitation et d'abus sexuels
	0034/07	Enquête sur une allégation de menaces contre un fonctionnaire
	0295/06	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels
	0751/06	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels
	AP2007/620/13	Audit de la consommation de carburant de l'unité fluviale
	AP2006/620/17	Audit de l'approvisionnement des logements du personnel en groupes électrogènes et en eau
	0217/06	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels
	0156/07	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels
	0587/06	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels
	0635/06	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels
	0648/06	Enquête sur des allégations de faute professionnelle
	AP2007/620/14	Audit du contrat de services dans les aérodromes
	AP2007/620/12	Audit des services médicaux
	AP2007/620/16	Audit du comité local des marchés

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	AN2006/590/09	Audit des services fournis par le PNUD
	0325/07	Enquêtes sur une allégation de fraude et d'escroquerie
	INS-07-006	Inspection des pratiques de gestion axée sur les résultats
	AN2007/590/04	Audit de la gestion de la fermeture de certains bureaux du Bureau de la coordination des affaires humanitaires
	AN2007/590/06	Audit du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest
Bureau des affaires de désarmement	AN2007/590/07	Évaluation des risques
	AN2007/530/01	Évaluation des risques
Haut-Commissariat aux droits de l'homme	AE2006/336/01	Audit du bureau du Népal
	AE2007/330/02	Audit de la liquidation du bureau de Bosnie-Herzégovine
	AE2007/330/01	Évaluation des risques
Opération des Nations Unies au Burundi	AP2007/648/05	Audit des traitements et prestations versés au personnel recruté sur le plan national
BSCI	0904/06	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels
	0193/06	Enquête sur des allégations d'exploitation sexuelle
Tribunal spécial pour la Sierra Leone	0470/07	Rapport d'enquête sur des abus de pouvoir, la fourniture d'informations aux médias et l'exercice d'une profession en dehors du Tribunal
MANUA	AP2006/630/01	Audit du renforcement des capacités
	AP2007/630/02	Audit des activités de recrutement
MANUI	AP2006/812/04	Audit de la chaîne logistique et d'approvisionnement
	AP2007/812/08	Évaluation des risques
	AP2008/812/01	Audit de l'utilisation de la délégation de pouvoirs
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	AA2007/242/01	Évaluation des risques
CNUCED	AE2007/340/01	Évaluation des risques
FNUOD	AP2007/670/03	Évaluation des risques
PNUE	AA2006/220/01	Audit de la gestion financière
	AA2007/220/01	Évaluation des risques
	IED-08-005	Inspection des pratiques de gestion axée sur les résultats

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>	
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	AA2007/242/02	Évaluation des risques	
UNFICYP	AP2007/654/02	Audit de la gestion des ressources humaines	
	AP2007/654/03	Évaluation des risques	
FNUPI	AN2007/522/01	Évaluation des risques	
ONU-HABITAT	AA2007/250/04	Audit de l'administration de projets	
	AA2007/250/02	Évaluation des risques	
HCR	AR2006/161/01	Audit de la gestion de la flotte	
	AR2007/151/01	Audit des activités en Colombie	
	AR2007/113/03	Audit des activités au Mozambique	
	AR2007/121/04	Audit des activités en République tchèque	
	AR2007/131/01	Audit des activités en République arabe syrienne	
	AR2007/161/04	Audit des voyages	
	AR2007/151/02	Audit des activités au Brésil	
	AR2007/115/02	Audit des activités au Tchad	
	AR2007/111/01	Audit des activités en Guinée	
	INS-07-005	Inspection de la gestion axée sur les résultats	
	AR2007/151/03	Audit du bureau régional en Argentine	
	AR2007/111/02	Audit des activités	
	AR2007/121/03	Audit des activités en Arménie	
	FINUL	AP2007/672/01	Audit préliminaire de la restructuration
		AP2007/672/06	Évaluation des risques
AP2007/672/03		Audit des services de collecte et d'élimination des eaux usées	
AP2007/672/05		Audit de l'utilisation de la délégation de pouvoirs	
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	AS2006/800/01	Audit de la gestion de la trésorerie	
	AS2006/801/01	Audit des activités du dépositaire mondial-comptable centralisateur	
	AS2006/800/02	Audit du mécanisme de gouvernance	
	AS2007/800/06	Audit de la gestion des marchés	
	AS2006/801/02	Audit de la comptabilité et des activités de rapprochement	
	AT2007/800/01	Audit de la sécurité des données	

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
	AS2007/800/06	Audit des activités liées aux attestations de vie des bénéficiaires
	AS2007/800/03	Audit des activités liées aux attestations de vie des bénéficiaires
MINUEE	AS2007/800/06	Audit de la gestion des marchés
	AP2007/624/02	Audit de la gestion des documents
	AP2006/624/03	Audit du programme de lutte contre le VIH/sida
	AP2007/624/05	Audit de la gestion des achats et des marchés
	AP2007/624/06	Évaluation des risques
	AP2007/624/07	Audit du comité local des marchés
MINUK	INS-07-001	Examen de la budgétisation axée sur les résultats
	INS-07-001	Examen de la budgétisation axée sur les résultats
	AP2007/650/13	Audit préliminaire approfondi de l'exécution du mandat – police et justice
	AP2007/650/14	Audit préliminaire approfondi de l'exécution du mandat – administration civile
	AP2007/650/15	Audit préliminaire approfondi de l'exécution du mandat – pilier IV
	0539/06	Rapport consultatif sur des allégations de parti pris
	AP2007/650/12	Audit du comité local des marchés
MINUL	INS-07-002	Examen de la budgétisation axée sur les résultats
	0700/05	Enquête sur une allégation d'abus sexuels
	AP2007/626/02	Audit des transports aériens
	0809/06	Enquête sur des allégations d'exploitation et d'abus sexuels
	0579/06	Rapport d'enquête sur des allégations de faute professionnelle
	0631/06	Rapport d'enquête sur une action en reconnaissance de paternité et une allégation d'agression
	0434/06	Rapport de synthèse sur une enquête concernant des allégations d'exploitation sexuelle
	INS-07-002	Examen de la budgétisation axée sur les résultats
	0037/07	Enquête sur une allégation de tentative de viol et d'agression
	0087/07	Enquête sur des allégations d'extorsion et d'abus d'autorité
	0508/06	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels
	0613/06	Enquête sur des allégations de harcèlement sexuel et d'attentat à la pudeur

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
	0586/06	Enquête sur une allégation d'abus sexuels
	0029/07	Enquête sur des allégations d'exploitation sexuelle par des Casques bleus
	AP2007/626/15	Audit de l'utilisation de la délégation de pouvoirs
	AP2007/626/14	Audit du comité local des marchés
MINUS	INS-07-004	Examen de la budgétisation axée sur les résultats
	AP2006/632/03	Audit de la construction du quartier général
	0077/07	Rapport d'enquête sur des allégations d'exploitation sexuelle et autres fautes professionnelles
	0553/06	Enquête sur une allégation de violences sexuelles
	0860/06	Enquête sur une allégation de viol
	0886/06	Rapport d'enquête sur une allégation de harcèlement sexuel et de tentative de viol
	AP2006/632/06	Audit de la gestion des technologies de l'information et des communications
	AP2007/632/17	Audit du calcul des jours d'indisponibilité au titre du contrat de la MINUS
	0961/06	Enquête sur une allégation d'exploitation sexuelle
	AP2007/632/01	Audit du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration
	AP2007/632/02	Audit du projet de déminage et de vérification du déminage
	0464/06	Enquête sur une allégation de tentative de viol
	INS-07-004	Examen de la budgétisation axée sur les résultats
	0099/07	Enquête sur des allégations d'abus sexuels et de violences sexuelles
	AP2007/632/16	Évaluation des risques
	AP2007/632/04	Audit des projets de remise en état et d'entretien du réseau routier
	AP2007/632/15	Audit de l'utilisation de la délégation de pouvoirs
	AP2007/632/14	Audit du comité local des marchés
	AP2007/632/09	Audit de la gestion du matériel appartenant aux contingents
	AP2007/632/05	Audit de la gestion des articles non réutilisables
	AP2007/632/07	Audit de la gestion des biens réutilisables
MINUT	AP2007/682/06	Évaluation des risques
	0404/07	Enquête sur une allégation d'atteintes sexuelles

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
	INS-08-001	Examen de la budgétisation axée sur les résultats
	AP2007/682/01	Audit de la police des Nations Unies
	AP2007/682/02	Audit de la gestion du carburant
	AP2007/682/05	Audit du comité local des marchés
	AP2007/682/04	Audit de l'utilisation de la délégation de pouvoirs
Bureau des Nations Unies au Burundi	0287/06	Enquête sur une allégation de vol de carburant par des fonctionnaires
ONUCI	AP2007/640/13	Audit spécial de l'accord avec Citibank
	0385/07	Enquête sur des allégations d'exploitation et d'abus sexuels de mineurs et d'adultes
	0146/06	Enquête sur les circonstances entourant la présence de deux personnes non autorisées dans une zone à accès restreint
	AP2007/640/04	Audit de la gestion des achats et des marchés
	0879/06	Enquête sur des allégations d'exploitation sexuelle
	AP2006/640/11	Audit de la budgétisation axée sur les résultats – pièces justificatives
	AP2006/640/07	Audit des transports aériens
	AP2007/640/03	Audit de la gestion du personnel – évaluation des résultats du personnel
	AP2007/640/17	Évaluation des risques
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	AE2007/31/0	Évaluation des risques
	AE2007/365/04	Audit du bureau de pays de l'ONUDC en Colombie
	0081/07	Enquête sur des allégations concernant des irrégularités dans le recrutement et l'utilisation inappropriée de ressources
Office des Nations Unies à Genève	AE2006/311/02	Audit de la gestion des biens
	0906/06	Enquête sur des allégations d'abus d'autorité et d'utilisation inappropriée de ressources
	AE2007/311/05	Audit de la gestion des marchés
	AE2007/311/01	Évaluation des risques
	AE2007/312/01	Évaluation des risques
	AE2006/313/02	Audit de la facturation des services de télécommunications
MONUG	AP/2006/620/08	Audit des travaux techniques et des travaux de construction
	AP2007/600/04	Audit approfondi

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
Office des Nations Unies à Nairobi	0515/06	Enquête sur une allégation de faute professionnelle
	AA2006/211/04	Audit des services d'appui – achats
	AA2007/211/01	Audit de la gestion des biens
	PTF-R002/08	Rapport sur les contrats d'entretien des installations électriques et des services de voyage
	AA2007/211/02	Évaluation des risques
UNOPS	AP2007/850/01	Examen des mesures prises pour renforcer la gestion financière et les mécanismes de contrôle interne
	PTF-R012/07	Rapport final sur un fonctionnaire et les achats de l'UNOPS
Office des Nations Unies à Vienne	AE2007/361/0	Évaluation des risques
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient	AP2007/678/03	Évaluation des risques
École des cadres du système des Nations Unies	AE2007/382/10	Évaluation des risques
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	0944/06	Enquête sur une allégation d'abus d'autorité
	0853/06	Enquête sur une allégation d'abus d'autorité
	AP2007/674/03	Évaluation des risques
	AP2007/674/01	Audit des achats
Université des Nations Unies	0071/06	Enquête sur l'exercice d'une activité rémunérée en dehors de l'Université
	AE2007/370/01	Évaluation des risques

### C. Rapports de clôture

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
Département de l'appui aux missions	0147/06	Allégation d'abus d'autorité à la MINUSTAH
	0207/06	Allégation d'inconduite sexuelle à la MINUSTAH
	0486/06	Allégations concernant le refus de versement de l'indemnité de subsistance (missions) à la MONUC
	0506/06	Allégation de harcèlement sexuel à la MINUSTAH
	0581/07	Tentative de contrebande de marchandises à la MONUC

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
BSCI	0788/06	Allégation d'exploitation et d'abus sexuels à la MINUSTAH
	0015/08	Clauses de contrat éventuellement abusives à la MINUK
	0016/08	Allégations concernant le fait qu'un haut responsable de l'ONUSC se sert de fonctionnaires des Nations Unies pour promouvoir ses aspirations politiques
	0039/08	Harcèlement à la MINUT
	0040/08	Utilisation inappropriée de biens par un ancien fonctionnaire de la MINUK
	0070/08	Demandes d'assistance de la MONUG dans le cadre de l'arrestation pour des affaires de drogue de membres du personnel recrutés sur le plan local
	0119/07	Procédures de sélection des candidats dans le cadre du programme de recherches juridiques au TPIR
	0153/07	Irrégularités dans le cadre du projet d'assistance technique en vue de l'exploitation de lignite pour la production d'électricité au Kosovo
	0153/07 <i>bis</i>	Allégation de faute professionnelle concernant la passation de marchés par un haut responsable de la MINUK
	0156/08	Allégation de faute professionnelle par un fonctionnaire du Département de la sûreté et de la sécurité
	0177/08	Enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels à la MONUG
	0185/05	Allégation d'utilisation inappropriée de membres du personnel et de ressources à la CNUCED
	0223/08	Information concernant une affaire sur laquelle l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve enquêtait
	0282/07	Enquête sur le vol de matériel au Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone
	0381/07	Allégation concernant la disparition de matériel informatique dans le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
	0482/07	Allégations concernant de fausses factures présentées par des sous-traitants de la MINUT
	0515/07	Allégations concernant le versement de pots-de-vin à un haut responsable de la MINUK
0516/07	Faute professionnelle de la part d'un fonctionnaire du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	

---

<i>Entité</i>	<i>Numéro</i>	<i>Sujet</i>
	0590/07	Allégations de menaces de mort à la MINUT
	0594/07	Allégation d'extorsion par un fonctionnaire à l'Office des Nations Unies à Nairobi
	0611/07	Divulgence d'un document confidentiel de la Division de l'audit interne (BSCI) aux médias
	0640/07	Faute professionnelle éventuelle d'un fonctionnaire de la MINUT
	0711/07	Allégations d'agression sexuelle à l'UNFICYP

---